

Hausse des prix de l'essence, blocage du pays le 17 novembre et manipulation de l'extrême droite.

Depuis quelques jours un appel à bloquer le pays contre la hausse du prix de l'essence le 17 novembre circule sur internet et sur les réseaux sociaux. La vidéo virale vue plus de 2 millions de fois a été réalisée par « Frank Buhler » de la « Patriosphère » qui relaie des positions politiques les plus réactionnaires. Derrière cette vidéo, il y a une extrême droite opportuniste dont le souci n'est ni la défense des intérêts des travailleuses et des travailleurs, ni la politique d'aménagement du territoire, ni l'écologie. Nous refusons de relayer ses messages et vidéos et nous informons ceux et celles qui relaient ces appels de bonne foi de leur origine et de la manipulation qu'ils constituent.

Le nombre de personnes qui relaient cet appel montre bien l'importance que prennent aujourd'hui ces augmentations du prix de l'essence dans beaucoup de budgets. Il révèle la volonté croissante du salariat de dénoncer les politiques antisociales et d'agir. Nous partageons cette préoccupation et sommes opposé-es à ce que les personnes aux revenus les plus faibles soient celles qui paient, que ce soit les politiques énergétiques ou à cause des conflits internationaux qui font monter les cours du pétrole.

Nous voulons des augmentations de salaires !

Ce qu'il faut obtenir dans l'immédiat, ce sont des augmentations de salaire : +400 euros pour toutes et tous et le SMIC à 1 700 euros net ! Et nous ne l'obtiendrons qu'en nous mobilisant massivement, avec nos organisations syndicales, comme le font par exemple les salarié-es d'Air France.

Au-delà, nous savons bien qu'il faut apporter des réponses de fond à la question des énergies, en particulier dans le domaine du transport. Le modèle actuel n'est pas écologiquement soutenable. Il faut travailler sur les alternatives énergétiques mais aussi sur l'accroissement des réseaux de transport en commun. Ce qui implique notamment de défendre les petites lignes de trains menacées par le gouvernement actuel, d'arrêter la concentration des entreprises, des services et des administrations principalement autour des grandes agglomérations qui oblige les salarié-es à travailler de plus en plus loin de chez eux-elles.

C'est en agissant et en nous organisant collectivement que nous changerons les choses, à la fois contre ce gouvernement antisocial mais aussi sur le long terme, en particulier pour imposer une transition écologique nécessaire.

Paris, le 25 octobre 2018